



# Assemblée générale

Distr. générale  
21 juin 2021  
Français  
Original : anglais/espagnol

---

## Soixante-seizième session

Point 101 gg) de la liste préliminaire\*

### Désarmement général et complet

## Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [73/57](#) de l'Assemblée générale intitulée « Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires ». Le rapport rend compte des efforts consentis et des mesures prises par les États Membres pour mettre en œuvre la Déclaration depuis la publication du précédent rapport sur cette question.

---

\* [A/76/50](#).



**Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Efforts consentis pour faciliter la mise en œuvre de la Déclaration universelle . . . . .	3
III. Réponses reçues des États Membres . . . . .	8
Afrique du Sud . . . . .	8
Colombie . . . . .	9
Cuba . . . . .	9
Guyana . . . . .	11
Kazakhstan . . . . .	12
Mexique . . . . .	14
Venezuela . . . . .	17

## I. Introduction

1. Dans sa résolution [73/57](#) concernant la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires l'Assemblée générale a :

a) Rappelé l'adoption de la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires qui figure en annexe à la résolution [70/57](#) ;

b) Invité les États, les institutions et organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à diffuser la Déclaration et à en promouvoir l'application ;

c) Prié le Secrétaire général de s'enquérir auprès des États Membres des efforts qu'ils ont consentis et des mesures qu'ils ont prises en vue de l'application de la Déclaration, et de lui présenter, à sa soixante-seizième session, un rapport sur l'application de la Déclaration

2. Pour donner suite à cette demande, une note verbale a été envoyée aux États Membres, le 19 février 2021, pour les inviter à communiquer des informations à ce sujet. Les réponses reçues au 31 mai 2021 sont reproduites à la section III du présent rapport. Les réponses reçues après le 31 mai 2021 seront publiées sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement dans la langue de l'original.

## II. Efforts consentis pour faciliter la mise en œuvre de la Déclaration universelle

3. Au cours de la période considérée, les États se sont efforcés de diverses manières d'instaurer un monde exempt d'armes nucléaires, notamment comme indiqué ci-après :

a) En 2019, 2020 et 2021, les États ont poursuivi leurs efforts pour adopter un programme de travail lors de la Conférence du désarmement. La présidence de la Conférence à sa session de 2019 était assurée par les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Ukraine, le Venezuela (République bolivarienne du), le Viet Nam et le Zimbabwe. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a pris la parole lors de la 1485<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence qui s'est tenue le 25 février 2019 ([CD/PV.1485](#)). Le débat de haut niveau a également réuni 38 orateurs de haut niveau. La Haute-Représentante pour les affaires de désarmement a également pris la parole devant la Conférence ([CD/PV.1479](#)). Dans leurs discours, ces dignitaires ont exprimé leur soutien à la Conférence ainsi que leur préoccupation quant à la situation dans laquelle elle se trouvait, ils ont invité la Conférence à faire avancer les questions inscrites à l'ordre du jour de la communauté internationale en surmontant son blocage actuel, et ont énoncé leurs priorités nationales pour les travaux de la conférence. La présidence de la session de 2020 de la Conférence a été assurée conjointement par l'Algérie, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, le Bangladesh et le Bélarus. Pendant la première partie de la session de 2020, des réunions plénières régulières se sont tenues au début du mois de mars. Les réunions en présentiel qui n'avaient pas pu être organisées au début de la deuxième partie en raison de la pandémie de COVID-19 ont repris après le 30 juin 2020 selon des modalités hybrides, c'est-à-dire à distance et en présentiel avec une jauge limitée. Tout au long de la session, les Présidents de la Conférence ont mené d'intenses consultations en vue de parvenir à un consensus sur un programme de travail, sur la base des propositions pertinentes présentées par deux des Présidents de la Conférence, Rachid Belbaki (Algérie) et Carlos Mario Foradori (Argentine). Cela étant, malgré ces efforts, la Conférence n'est pas parvenue à dégager un consensus sur un programme de travail. La présidence de la session de 2021 de la

Conférence a été assurée conjointement par la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Cameroun, le Canada et le Chili et elle a entamé les travaux de la session de manière entièrement virtuelle. Pendant la première partie de cette session, les États Membres ont examiné plusieurs versions d'un projet de programme de travail qui prévoyait la création d'organes subsidiaires pour la session de 2021, sans parvenir à s'entendre sur une version acceptable par tous. Au 11 juin 2021, la Conférence avait entendu un nombre record de 55 orateurs de haut niveau ;

b) La session de 2019 de la Commission du désarmement n'a pas pu mener à bien ses travaux de fond en raison des désaccords persistants entre certains États Membres concernant des questions d'organisation, tandis que la session de 2020 n'a pas pu se réunir du fait des restrictions imposées par la pandémie. En 2019, la Commission a limité ses travaux à une discussion informelle sur deux questions de fond : les armes nucléaires et l'espace extra-atmosphérique. La session de 2021 de la Commission du désarmement, initialement prévue du 5 au 23 avril 2021, a donné lieu à une série de consultations virtuelles informelles visant à résoudre un certain nombre de questions d'organisation, mais les États participants ont finalement décidé de reporter la session à des dates qui seraient fixées ultérieurement par l'Assemblée générale ;

c) La troisième session du Comité préparatoire de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020 s'est tenue à New York du 29 avril au 10 mai 2019 et a été présidée par Syed Mohamad Hasrin Aidid (Malaisie). À la fin de la session, le Comité n'avait pas pu parvenir à un consensus sur les recommandations à soumettre à la Conférence d'examen et, par conséquent, le Président a décidé, de sa propre initiative, de transmettre ces recommandations à la Conférence d'examen sous la forme d'un document de travail, estimant que c'était la meilleure manière de rendre compte des vues et positions, divergentes ou convergentes, exprimées par les États parties lors de la session du Comité préparatoire, sans préjuger des travaux de la Conférence d'examen (NPT/CONF.2020/PC.III/WP.49). Il a également établi un document intitulé « Réflexions du Président de la session de 2019 du Comité préparatoire » (NPT/CONF.2020/PC.III/14), dans lequel il s'est employé à mettre en avant les convergences de vues entre les États parties et les a exhortés à rechercher des compromis. L'année 2020 a marqué le cinquantième anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le vingt-cinquième anniversaire de sa prorogation pour une durée indéfinie. Toutefois, la dixième Conférence d'examen n'a pas pu se tenir comme prévu du 27 avril au 22 mai 2020 en raison de la situation liée à la pandémie mondiale. Les délégations ont donc décidé de la reporter à une date ultérieure. En 2020 et en 2021 jusqu'à la date du présent rapport, le Bureau des affaires de désarmement a apporté son appui au Président désigné de la Conférence, Gustavo Zlauvinen (Argentine) et aux autres membres du Bureau afin de maintenir la dynamique en facilitant plusieurs séries de consultations virtuelles informelles et en organisant une série de webinaires conjointement avec les États parties, les organisations régionales et internationales, la société civile et les autres parties prenantes concernées. Les discussions informelles ont permis un échange de vues constructif sur chacun des principaux piliers du Traité ;

d) Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est entré en vigueur le 22 janvier 2021 par suite du dépôt auprès du Secrétaire général du cinquantième instrument de ratification le 24 octobre 2020, conformément au paragraphe 1 de son article 15. Le Secrétaire général s'est félicité de l'entrée en vigueur de ce premier traité multilatéral de désarmement nucléaire depuis plus de deux décennies et a remercié les États qui l'avaient ratifié. Outre les fonctions qui lui ont été assignées en tant que dépositaire du Traité conformément à l'article 19 dudit Traité, le Secrétaire général a également été chargé de transmettre aux États Parties les déclarations reçues

en vertu de l'article 2, ainsi que de convoquer les réunions des États parties et des conférences d'examen conformément à l'article 8. Le Traité dispose que le Secrétaire général doit convoquer la première réunion des États Parties dans l'année suivant son entrée en vigueur. À cette fin, le Bureau des affaires de désarmement, au nom du Secrétaire général, a commencé à travailler avec les délégations pour préparer la première réunion, qui devrait avoir lieu du 12 au 14 janvier 2022 à Vienne, sous réserve de confirmation par les États parties.

4. D'autres initiatives ont été prises afin de contribuer à l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires, notamment :

a) Les réunions de l'Assemblée générale en vue de célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires se sont tenues les 26 septembre 2018, 26 septembre 2019 et 2 octobre 2020. Lors de la réunion qui a eu lieu en 2018, le Secrétaire général, rappelant sa récente visite à Nagasaki (Japon) pour commémorer le soixante-treizième anniversaire du bombardement atomique, a mis en avant le devoir des États dotés d'armes nucléaires de promouvoir et de renforcer la norme interdisant l'utilisation de ces armes. Dans ses remarques lors de la réunion de 2019, il a mis en garde contre une course qualitative aux armements nucléaires et contre l'effritement du régime de contrôle des armements laborieusement construit, qui a conduit à la disparition du Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, qui constituait un outil précieux pour la prévention de la guerre nucléaire. La réunion tenue en 2020 s'est déroulée principalement de manière virtuelle, toutes les déclarations étant préenregistrées en raison de la pandémie. Dans ses observations, le Secrétaire général a noté la détérioration des relations entre les États dotés d'armes nucléaires, qui choisissaient de plus en plus de privilégier la concurrence stratégique plutôt que la coopération, ce qui aggravait les dangers que représentaient les armes nucléaires. Il a également mis en lumière la nécessité d'abandonner la voie de la confrontation pour s'engager à nouveau, tous ensemble, sur celle du désarmement nucléaire ;

b) Les réunions de l'Assemblée générale organisées pour célébrer la Journée internationale contre les essais nucléaires se sont déroulées le 6 septembre 2018 et le 9 septembre 2019 au Siège de l'Organisation des Nations Unies et de manière virtuelle le 26 août 2020. Lors de la réunion tenue en 2018, des déclarations liminaires ont été prononcées par le Président de l'Assemblée à sa soixante-douzième session, Miroslav Lajčák (Slovaquie), le Secrétaire général, la Secrétaire exécutive de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, Lassina Zerbo et un artiste kazakh, Karipbek Kuyukov, survivant des essais nucléaires et Ambassadeur honoraire du projet ATOM (Abolir les essais : notre mission). M. Kuyukov a fait part de son expérience des conséquences dévastatrices des essais nucléaires et des effets de l'exposition aux radiations sur la population vivant près de l'ancien site d'essais nucléaires de Semipalatinsk. À l'occasion de la réunion qui s'est tenue en 2019, la Présidente de l'Assemblée à sa soixante-treizième session, María Fernanda Espinosa Garcés (Équateur), le Secrétaire général et Annika Thunborg, Ambassadrice de Suède au Mexique et ancienne porte-parole et chef de l'information de la Commission préparatoire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont formulé des observations liminaires. Lors de la célébration de la Journée internationale contre les essais nucléaires de 2020, organisée dans le cadre d'une réunion virtuelle de haut niveau en raison de la pandémie, le Président de l'Assemblée à sa soixante-quatorzième session, Tijjani Muhammad Bande (Nigeria), la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement qui s'est exprimée au nom du Secrétaire général, l'ancienne Présidente de la Finlande, Tarja Halonen et le Ministre des affaires étrangères de la République du Kazakhstan, Mukhtar Tleuberdi figuraient parmi les principaux orateurs. Karina Lester, survivante de deuxième génération des tests

britanniques en Australie et Selina Leem, une jeune militante des îles Marshall, ont formulé des remarques. Les deux oratrices invitées ont partagé des récits personnels sur les souffrances endurées par les populations de leurs pays, dont plusieurs membres ont été atteints de paralysies à la suite des essais nucléaires ;

c) À la onzième Conférence visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui s'est tenue à New York le 25 septembre 2019, les ministres des affaires étrangères et d'autres hauts représentants ont adopté la Déclaration finale et des mesures visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité. Dans la Déclaration, ils ont réaffirmé qu'il était primordial et urgent que le Traité entre en vigueur, et ont engagé instamment les huit États visés à l'annexe 2, dont la ratification était nécessaire à cette fin, à le signer et à le ratifier sans tarder. En 2020, en raison de la pandémie, les Ministres des affaires étrangères du Groupe des amis du Traité n'ont pas pu tenir la réunion ministérielle bisannuelle habituellement organisée dans le cadre de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale. Au lieu de cela, le 2 octobre 2020, les Ministres des affaires étrangères du Groupe des amis du Traité ont diffusé un message vidéo commun pour promouvoir son entrée en vigueur. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire exécutif de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont également contribué à ce message vidéo et se sont engagés à apporter leur soutien ;

d) Conformément à la décision 73/546 de l'Assemblée générale, la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive a tenu sa première session au Siège de l'ONU à New York du 18 au 22 novembre 2019 sous la présidence de l'Ambassadrice de Jordanie, Sima Bahous. Les États participants à la Conférence ont adopté une déclaration dans laquelle ils manifestaient leur intention et leur engagement solennel de se consacrer, conformément aux résolutions internationales pertinentes, de manière transparente et en associant tous les États invités, à élaborer un traité juridiquement contraignant visant à créer au Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, sur la base d'arrangements auxquels les États de la région seraient parvenus librement et par consensus (A/CONF.236/6). La deuxième session de la Conférence, initialement prévue en novembre 2020, a été reportée en raison de la pandémie et devrait se tenir du 29 novembre au 3 décembre 2021. Au cours de la période intersessions, le Bureau des affaires de désarmement a continué d'aider les États participants à appliquer les décisions adoptées lors de la première session de la Conférence en organisant, en collaboration avec ces États, deux ateliers virtuels informels sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience acquise dans le cadre des zones exemptes d'armes nucléaires existantes, en juillet 2020 et en février 2021, respectivement ;

e) Le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner le rôle de la vérification dans la progression du désarmement nucléaire, créé par le Secrétaire général en application de la résolution 71/67 de l'Assemblée générale, a tenu ses trois sessions de travail en 2018 et 2019 à l'Office des Nations Unies à Genève et a adopté par consensus le rapport final (A/74/90). En 2019, l'Assemblée générale a adopté la résolution 74/50 dans laquelle elle a prié le Secrétaire général de créer un groupe d'experts gouvernementaux composé de 25 personnes au maximum, choisies suivant les principes de la représentation géographique équitable et d'une participation équitable des femmes et des hommes, pour examiner plus avant les questions de vérification du désarmement nucléaire, notamment la possibilité de créer un groupe d'experts scientifiques et techniques, sur la base du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner le rôle de la vérification dans la progression du désarmement nucléaire, tel qu'il figure dans le rapport final. Après avoir vérifié que les membres du Groupe d'experts gouvernementaux avaient été choisis de manière

équitable, le Secrétaire général a invité les gouvernements des pays suivants à désigner un expert pour participer à ses travaux : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Hongrie, Inde, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Mexique, Nigéria, Norvège, Pakistan, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède. Les experts du groupe siégeront à titre individuel pendant quatre sessions d'une semaine chacune qui devraient être organisées à Genève en 2021 et en 2022 ;

f) À ses soixante et onzième et soixante-douzième sessions, tenues du 30 janvier au 1<sup>er</sup> février 2019 à Genève et du 26 au 28 juin 2019 à New York respectivement, le Conseil consultatif pour les questions de désarmement s'est penché sur plusieurs questions de fond portant notamment sur les mesures à prendre pour mieux protéger les populations civiles affectées par les conflits armés contemporains et le rôle du désarmement, la maîtrise des armements et le régime de non-prolifération dans la gestion de la concurrence stratégique et le renforcement de la confiance dans un monde où les conditions de sécurité se dégradent. Lors de sa soixante-treizième session, qui s'est déroulée du 29 au 31 janvier 2020 à Genève, le Conseil consultatif a entamé un programme de travail de deux ans dans le cadre duquel il a été prié par le Secrétaire général d'examiner une nouvelle perspective et de nouvelles approches du désarmement nucléaire et de la maîtrise des armements. En 2020, il a élaboré un rapport préliminaire sur ses travaux (A/75/283) en s'appuyant sur les deux sessions de débats de fond. Au cours de ces débats, le Conseil s'est penché sur une série de mesures à mettre en œuvre pour promouvoir le désarmement nucléaire, la non-prolifération et la maîtrise des armements afin de relever les défis et de saisir les opportunités dans le contexte actuel de la sécurité internationale. Il formulera des recommandations à l'issue de sa soixante-seizième réunion, en juin 2021.

5. Au niveau bilatéral, le 3 février 2021, les États-Unis et la Fédération de Russie sont officiellement convenus de prolonger de cinq ans le Traité sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs. Le Secrétaire général s'est félicité de cette décision et a souligné qu'une prolongation de cinq ans du Traité permettrait non seulement de maintenir des plafonds vérifiables pour les deux plus grands arsenaux nucléaires du monde, mais aussi de disposer de temps pour négocier de nouveaux accords de limitation des armements nucléaires afin de faire face à un environnement international de plus en plus complexe.

6. Dans le but de contribuer à l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires, le Bureau des affaires de désarmement, en partenariat avec toutes les entités intéressées, les gouvernements, les organisations de la société civile et de la jeunesse et le secteur privé, a poursuivi ses efforts pour concrétiser les engagements énoncés par le Secrétaire général dans son programme de désarmement intitulé « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement ». En conséquence, les mesures et activités nécessaires pour réduire et éliminer les armes nucléaires, chimiques et biologiques de destruction massive ont été mises en œuvre. La mesure n° 5 du Programme sur le renforcement et la consolidation des zones exemptes d'armes nucléaires a notamment permis l'exécution fructueuse du projet conjoint entre le Bureau des affaires de désarmement et le Kazakhstan sur la promotion de la coopération et l'amélioration des mécanismes de consultation entre les zones exemptes d'armes nucléaires existantes. Ce projet comprenait deux volets principaux : a) la tenue d'un séminaire pour les représentants de toutes les zones exemptes d'armes nucléaires existantes, dans le but de contribuer au processus préparatoire de la quatrième Conférence des zones exemptes d'armes nucléaires et de la Mongolie qui a eu lieu les 28 et 29 août 2019 à Nour-Soultan et b) la création d'un

site web dédié<sup>1</sup> qui servirait de portail et de moyen de communication entre les zones existantes et la Mongolie dans le but de fournir des mises à jour sur les activités et événements les concernant.

### III. Réponses reçues des États Membres

#### Afrique du Sud

[Original : anglais]  
[10 mai 2021]

L'Afrique du Sud a mis au point des dispositifs explosifs nucléaires dans les années 1970 et 1980, mais a abandonné son programme d'armes nucléaires en 1989. Par la suite, elle a adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 1991 en tant qu'État non doté d'armes nucléaires et a conclu un accord de garanties généralisées avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En 1994, l'AIEA a confirmé que l'Afrique du Sud avait démantelé six armes nucléaires dont la fabrication était achevée et une qui n'était que partiellement achevée.

Depuis qu'elle a volontairement abandonné son programme d'armes nucléaires et adhéré au Traité, aucun autre dispositif explosif nucléaire n'a jamais été fabriqué, stationné ou testé sur le territoire de la République d'Afrique du Sud.

Avec d'autres États africains, l'Afrique du Sud a eu l'honneur de jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique en 1996 (également appelé Traité de Pelindaba), devenant l'un de ses premiers membres en 1997. Le Traité de Pelindaba est entré en vigueur le 15 juillet 2009. Aux termes de celui-ci, chaque État partie s'engage à ne pas entreprendre de recherches, à ne pas mettre au point, fabriquer, stocker, ni acquérir d'une autre manière, posséder ou exercer un contrôle sur tout dispositif nucléaire, ni à procéder à des essais de dispositifs explosifs nucléaires et à en interdire le stationnement sur leur territoire et à s'abstenir de déverser des déchets radioactifs dans la zone.

En outre, l'Afrique du Sud a ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, un traité multilatéral par lequel les États parties s'engagent à ne pas effectuer d'explosions d'armes nucléaires et à interdire toute explosion de cette nature en tout lieu, à des fins militaires ou civiles. Elle l'a signé le 24 septembre 1996, puis ratifié le 30 mars 1999. L'Afrique du Sud est également membre du Groupe des fournisseurs nucléaires, du Régime de contrôle de la technologie des missiles et de l'Arrangement de Wassenaar.

L'Afrique du Sud a été l'un des premiers pays à signer le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires le 20 septembre 2017, en marge de l'Assemblée générale, et a ensuite déposé son instrument de ratification le 25 février 2019.

Elle a joué un rôle de premier plan dans cette initiative humanitaire et a été l'un des premiers coauteurs de la résolution de l'Assemblée générale appelant à des négociations sur le Traité d'interdiction des armes nucléaires.

Le Traité est entré en vigueur le 22 janvier 2021 et est devenu le premier instrument international à interdire totalement les armes nucléaires. Il est pleinement conforme aux politiques de désarmement menées de longue date par l'Afrique du Sud, à sa législation nationale et à ses obligations internationales.

<sup>1</sup> Accessible en ligne à l'adresse [www.un.org/nwzf/](http://www.un.org/nwzf/).



L'Afrique du Sud reste favorable à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques uniquement et, à cet effet, elle demeure convaincue de son importance pour soutenir un développement socioéconomique durable, non seulement au niveau national, mais aussi de l'ensemble du continent.

L'Afrique du Sud continue de respecter ses engagements en matière de non-prolifération nucléaire, notamment en promulguant les ordonnances nécessaires pour mettre en œuvre des mesures de contrôle de la prolifération des dispositifs explosifs nucléaires dans la République.

## Colombie

[Original : espagnol]  
[31 mai 2021]

La Colombie a consenti des efforts pour atteindre l'objectif commun d'un monde sans armes nucléaires, tel qu'énoncé dans la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires annexée à la résolution 70/57, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 7 décembre 2015.

À cet effet, et consciente de l'importance du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en ce qui concerne le régime de désarmement, la Colombie a participé aux trois réunions du Comité préparatoire de la dixième Conférence d'examen de cet instrument juridique, qui se sont tenues en 2017, 2018 et 2019.

Par ailleurs, la Colombie a signé le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires le 3 août 2018 et son approbation est en cours, conformément à la procédure prévue par la Constitution politique de 1991 en ce qui concerne la ratification des instruments juridiques internationaux. Nonobstant ce qui précède, et conformément à sa tradition, l'État colombien continuera de respecter de bonne foi l'esprit et l'objet de cet instrument.

En vertu du paragraphe 18 de la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires, la Colombie a participé à la célébration de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, qui a eu lieu le 26 septembre 2020, en diffusant une déclaration préenregistrée prononcée par la Ministre des relations extérieures.

Dans le cadre de sa déclaration, la Ministre des relations extérieures a réitéré l'engagement de la Colombie en faveur du régime de désarmement et de non-prolifération qui est au cœur du système de sécurité prévu par la Charte des Nations Unies, reconnu l'importance de la société civile pour ce qui est de sensibiliser à l'élimination des armes nucléaires et déclaré qu'elle continuerait à œuvrer pour renforcer la coopération internationale en faveur des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire, car elles offrent des solutions innovantes dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'environnement durable et de la sécurité alimentaire, lesquelles sont essentielles pour progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable.

## Cuba

[Original : espagnol]  
[20 mai 2021]

Cuba a adhéré en 2015 à la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires, en votant pour la résolution 73/57 de l'Assemblée générale. Comme d'autres, nous sommes convaincus que le « désarmement nucléaire

et l'élimination totale des armes nucléaires sont les seules garanties absolues contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes », ce qui a été incorporé dans notre législation nationale. La Constitution cubaine promulguée le 24 février 2019 réaffirme la volonté de la nation « d'encourager le désarmement général complet et de s'opposer à la présence, à la prolifération et à l'emploi d'armes nucléaires, d'armes de destruction massive et d'armes aux effets analogues, ainsi qu'à la mise au point et à l'emploi de nouvelles armes et de nouvelles méthodes de faire la guerre, comme la cyberguerre, qui violent le droit international ».

Conformément à son engagement en faveur du désarmement nucléaire et dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour appliquer la Déclaration, Cuba est aujourd'hui État partie au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Nous avons participé activement aux forums multilatéraux qui œuvrent pour un monde exempt d'armes nucléaires, comme la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, les réunions de haut niveau de l'Assemblée générale sur la Conférence du désarmement, la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique et la Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015, entre autres. Le pays est prêt à dialoguer de manière constructive dans le but d'éliminer ce type d'armement.

Nous avons accordé le plus haut rang de priorité au désarmement nucléaire. Ce pilier accuse du retard, et des efforts considérables en matière de non-prolifération ont été déployés dans le cadre du Traité sur la non-prolifération, même s'il ne constitue pas une fin en soi mais seulement une étape sur la voie du désarmement nucléaire.

C'est pourquoi, on ne peut que déplorer l'existence de plus de 13 400 de ces armes actuellement disséminées dans le monde et l'absence de progrès dans l'application de l'article VI du Traité sur la non-prolifération ainsi que dans le respect des engagements pris lors des Conférences des Parties chargées de l'examiner, notamment le Plan d'action de 2010.

Nous estimons que l'emploi d'armes nucléaires quel qu'il soit est illégal et contraire au droit international, en particulier au droit international humanitaire.

Conformément aux termes de la Déclaration, Cuba a dénoncé la doctrine de la dissuasion nucléaire qui persiste dans les stratégies militaires et les politiques de sécurité de plusieurs pays. De même, il est inacceptable que des sommes considérables soient allouées à la modernisation des armes nucléaires et de leurs vecteurs, au détriment de l'élimination de la pauvreté, de la coopération internationale et de la réalisation des objectifs de développement durable.

Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est un pas important vers l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. Cuba, qui est le cinquième pays à l'avoir ratifié, a joué un rôle important dans son élaboration, conjointement avec le Mouvement des pays non alignés.

Nous avons toujours défendu l'importance de cet instrument et nous continuerons de le faire, car il a imposé une nouvelle norme de droit international qui interdit expressément l'utilisation d'armes nucléaires en toutes circonstances ainsi que leur mise à l'essai.

La communauté internationale a clairement affirmé que ces armes sont non seulement inhumaines, immorales et indéfendables sur le plan éthique, mais également illégales. C'est le premier instrument juridiquement contraignant qui qualifie l'utilisation des armes nucléaires de menace pour l'humanité et d'acte contraire au droit international humanitaire.

Encourager son universalisation revient à défendre l'élimination transparente, vérifiable et irréversible de ces armes et à contribuer efficacement à la réalisation de l'objectif qui est le nôtre, à savoir l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires.

## Guyana

[Original : anglais]

[31 mai 2021]

### Cadre juridique international

Le cadre juridique international du Guyana en matière d'armes nucléaires repose sur les instruments ci-après :

- Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires
- Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
- Le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes
- La Convention sur la protection physique des matières nucléaires
- L'accord de garanties généralisées entre la Guyane et l'Agence internationale de l'énergie atomique
- Le Protocole relatif aux petites quantités de matières

### Droit interne

Outre les instruments internationaux, les lois nationales énumérées ci-après visent certains aspects des armes nucléaires et du désarmement :

- La loi n° 15 de 2015 sur la lutte contre le terrorisme et les activités liées au terrorisme criminalise le terrorisme, l'utilisation d'armes et de dispositifs nucléaires et la fourniture d'armes nucléaires à des fins terroristes. En outre, elle érige en infraction pénale d'autres actes criminels au nucléaire. Par ailleurs, la législation sur la lutte contre le terrorisme contient des dispositions qui interdisent expressément la fabrication, l'acquisition, la possession, la mise au point, le transport, le transfert ou l'utilisation d'armes ou de dispositifs nucléaires. Cette loi contient également un ensemble complet de dispositions qui criminalisent le fait de faciliter des infractions telles que l'assistance à des activités ou groupes terroristes ainsi que leur soutien et leur financement. Elle renferme aussi des dispositions en matière d'enquête et d'application et prévoit des sanctions importantes pour les personnes reconnues coupables. (voir articles 3 à 16 et article 20). En outre, les articles 23 à 25 visent les matières radioactives et les installations nucléaires et créent des incriminations pénales spécifiques. Par exemple, la manipulation et l'utilisation de dispositifs radioactifs et nucléaires dans l'intention de causer des dommages à une personne ou à des biens constituent une infraction.
- La Loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme prévoit en son chapitre 10:11 le gel des fonds ou autres avoirs liés à une personne ou une entité qui figure sur la liste et qui se livre à des activités de financement de la prolifération, conformément aux résolutions [1718 \(2006\)](#) et [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité et à ses résolutions successives. La disposition applicable est l'article 68E, et l'article 68I de la même loi prévoit en outre que les noms des personnes ou entités impliquées dans le financement de la prolifération

soient communiqués au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) et au Conseil de sécurité aux fins de leur désignation par le Comité des sanctions.

- L'article 309A sur les infractions pénales (chapitre 8:01) criminalise les actes de terrorisme et envisage également plusieurs infractions de facilitation. Il vise en particulier les délinquants qui préconisent, aident et encouragent, conseillent, incitent ou facilitent sciemment la commission d'un acte terroriste. En outre, il érige en infraction la tentative de commettre de tels délits et les actes préparatoires à un attentat terroriste. Ces infractions de facilitation sont passibles des mêmes peines que si le coupable était lui-même l'auteur de l'infraction principale.

### **Élaboration d'un cadre juridique**

Le Gouvernement guyanais, par l'intermédiaire du Ministère de la santé, élabore actuellement un régime juridique exhaustif portant sur la question des matières nucléaires et radioactives, en coordination avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'Agence s'est engagée auprès du Gouvernement à fournir un soutien en matière de rédaction législative et de renforcement des capacités. Cette initiative prévoit la formulation de lois autorisant l'utilisation de la radiothérapie tout en tenant compte de la sûreté, de la sécurité et des garanties nucléaires.

### **Kazakhstan**

[Original : anglais]

[24 mai 2021]

1. Depuis l'acquisition de son indépendance en 1991, le Kazakhstan figure au premier rang des États qui plaident sans cesse en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires, les armes de guerre les plus meurtrières de l'histoire de l'humanité.
2. Le 29 août 1991, le Kazakhstan a fermé le site d'essais nucléaires de Semipalatinsk et a volontairement abandonné le quatrième plus grand arsenal nucléaire du monde. Cependant, la région de Semipalatinsk et sa population continuent de souffrir des conséquences terribles de quatre décennies d'essais nucléaires menés de 1949 à 1989. Le Kazakhstan rappelle les effets dévastateurs des 456 essais nucléaires qui ont fait des millions de victimes et endommagé irrémédiablement le milieu naturel dans le voisinage direct du site d'essai. Ces essais ont également porté préjudice à l'écosystème planétaire dans une mesure qui reste encore à déterminer.
3. Le Gouvernement kazakh déclare que, conformément au Protocole de Lisbonne relatif au Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs de 1992, son pays a accédé le 12 février 1994 au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968 en tant qu'État partie non doté d'armes nucléaires. La conclusion du Mémoire de Budapest de 1994, qui y est associé, prévoit des garanties de sécurité de la part des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, lesquelles sont liées à l'adhésion du Kazakhstan au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.
4. Le Kazakhstan a toujours respecté toutes les obligations découlant de ce Traité, qui est la pierre angulaire du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, et reste un fervent partisan d'une mise en œuvre équilibrée et égale de ses trois principaux piliers, à savoir le désarmement, la non-prolifération et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

5. Le Kazakhstan a donc renoncé volontairement à la partie de l'arsenal nucléaire de l'Union soviétique dont il avait hérité et a démantelé toutes les infrastructures militaires et techniques connexes, tandis que toutes les installations liées aux armes nucléaires ont été totalement éliminées. Depuis lors, il n'a pas détenu, possédé ou contrôlé d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires. À ce jour, aucun autre État ne détient, possède ou contrôle d'armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs sur le territoire du Kazakhstan ou en tout lieu placé sous sa juridiction.

6. Le Kazakhstan note que le Traité sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, qui a été signé en 2006 et est entré en vigueur en 2009, interdit à ses États parties de posséder ou de contrôler des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires et de les déployer sur leur territoire ou en tout lieu placé sous leur juridiction. Il leur interdit également de contrôler toute arme nucléaire ou tout autre dispositif explosif nucléaire appartenant à un autre État ou contrôlé par lui. Ce traité, qui garantit que l'Asie centrale est exempte d'armes nucléaires, est également le seul traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires qui prévoit l'application de l'accord de garanties généralisées avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et du protocole additionnel à cet accord, en tant qu'obligation fondamentale pour ses États parties.

7. Le Kazakhstan est un partisan inconditionnel de l'interdiction des essais d'armes nucléaires conformément au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. À cet égard, en tant que coprésident de 2015 à 2017 de la Conférence visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Kazakhstan se joint à une majorité écrasante d'États Membres et d'acteurs clés de la communauté internationale pour exhorter les États visés à l'annexe 2 qui n'ont pas encore ratifié le Traité et dont la ratification est requise pour qu'il puisse entrer en vigueur à le faire sans délai et à s'engager en faveur de l'universalisation du traité en tant que question revêtant la plus haute priorité.

8. Le Kazakhstan réaffirme son engagement continu en faveur de l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires, y compris par le biais d'un certain nombre d'autres initiatives multilatérales menées sous les auspices des Nations Unies, telles que :

- La promotion du programme de désarmement du Secrétaire général sur le renforcement de la coopération entre les zones exemptes d'armes nucléaires ainsi que la participation aux conférences des États Parties et des signataires des traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et de la Mongolie
- La proclamation par l'Assemblée générale des Nations Unies de la Journée internationale contre les essais nucléaires, célébrée dans le monde entier depuis 2010
- L'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies de la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires (résolutions [70/57](#) du 7 décembre 2015 et [73/57](#) du 5 décembre 2018)

9. Le Kazakhstan se félicite de l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en 2021, qui coïncide avec le trentième anniversaire de son indépendance et la fermeture du site d'essai de Semipalatinsk ainsi qu'avec le quinzième anniversaire de la signature du Traité de Semipalatinsk. En tant que défenseur indéfectible et sincère de l'action collective en faveur du désarmement nucléaire, le Kazakhstan a participé activement au processus d'élaboration du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et a été parmi les 50 premiers États à le ratifier, permettant ainsi son entrée en vigueur dans les plus brefs délais. Il participe aux préparatifs de la première réunion des États Parties au Traité, prévue au début de 2022, et appelle les autres États qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer. Le Kazakhstan

partage l'opinion que l'objectif du Traité complète l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et rend hommage à toutes les victimes de l'utilisation et des essais d'armes nucléaires dans le monde.

10. La création de la banque d'uranium faiblement enrichi de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur le territoire du Kazakhstan est l'une des réalisations les plus importantes dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

11. Le Kazakhstan participe activement au Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques et au Groupe des fournisseurs nucléaires. Sa présidence fructueuse du Code de conduite de La Haye de 2016 à 2017 et du Groupe de 2019 à 2020 est la preuve de la reconnaissance par la communauté internationale de la contribution de notre pays au renforcement de la sécurité internationale. Ces rôles de premier plan témoignent également de la mise en œuvre par le Kazakhstan des priorités de sa politique étrangère dans le domaine de la non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs.

12. À cet égard, le premier Président de la République du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev, a récemment proposé de créer une alliance mondiale des dirigeants pour la sécurité nucléaire et un monde exempt d'armes nucléaires, afin d'accélérer les efforts visant à amplifier notre appel collectif en faveur d'un monde sans armes nucléaires en invitant les plus éminents dirigeants mondiaux à se joindre à cette noble cause.

13. Le prix Nazarbayev pour un monde sans armes nucléaires et pour la sécurité mondiale a été lancé en 2016 en reconnaissance de toute contribution exceptionnelle à la non-prolifération et au désarmement nucléaires, à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et aux activités visant à favoriser la confiance mutuelle entre les nations. Le Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, Lassina Zerbo, et le défunt Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont été les lauréats du prix Nazarbayev en 2019. La prochaine cérémonie de remise du prix devrait se tenir en août 2021.

## Mexique

[Original : espagnol]  
[31 mai 2021]

Cette année marque le soixante-quinzième anniversaire de la première résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le désarmement nucléaire. On ne peut ignorer que l'élimination complète des armes nucléaires demeure une question en suspens pour les Nations Unies. Il est important que tous les membres de l'Organisation des Nations Unies acquièrent la conviction que les armes nucléaires ne doivent plus jamais être utilisées par quelque partie que ce soit et quelles que soient les circonstances.

Les conséquences humanitaires catastrophiques d'une explosion nucléaire, accidentelle ou intentionnelle ont été démontrées : ces armes ne font pas de différence entre combattants et non-combattants et ne tiennent compte ni de l'âge, ni du sexe ni de la condition sociale. Ceux qui veulent les préserver, sous-estiment les risques qu'elles posent pour l'humanité tout entière. Malheureusement, nous écoutons ceux qui s'emploient à justifier l'existence et l'utilisation éventuelle des armes nucléaires ainsi que leurs détenteurs qui se déclarent prêts à reprendre les essais nucléaires et à renforcer leurs arsenaux. Nous réaffirmons qu'il faut mettre un frein à ce discours afin d'éviter de banaliser les effets inacceptables des armes nucléaires.

À cet effet, en application de la résolution 73/57 de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires », adoptée à sa soixante-treizième session, le 5 décembre 2018, le Gouvernement mexicain rend compte des activités qu'il a mises en œuvre pour promouvoir et appliquer cette Déclaration universelle :

- Le Mexique a encouragé la mise en œuvre des engagements 1, 2, 4, 5, 10, 11, 12, 13, 15, 16 et 19 de la Déclaration universelle lors de ses déclarations, tant au niveau national que des coalitions et groupes concernés auquel il participe. En particulier, l'engagement envers l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires, la condamnation ferme de l'emploi des armes nucléaires ainsi que l'application de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires sont des thèmes majeurs que le Mexique s'efforce de promouvoir dans les résolutions y relatives qu'il présente à la Première Commission de l'Assemblée générale, à savoir :
  - a) Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire, au nom de la Coalition pour un nouvel ordre du jour
  - b) Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, avec l'Australie et la Nouvelle Zélande
  - c) Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération
  - d) Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement
  - e) Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco)
  - f) Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en tant que coauteur avec l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Brésil, l'Irlande et le Nigéria
  - g) Conséquences humanitaires des armes nucléaires en tant que coauteur avec l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Brésil, l'Irlande et le Nigéria
  - h) Impératifs éthiques pour un monde exempt d'armes nucléaires en tant que coauteur avec l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Brésil, l'Irlande et le Nigéria
- S'agissant des engagements 3 et 17 de la Déclaration, il convient de rappeler que le Mexique a été le principal promoteur de la première zone exempte d'armes nucléaires dans un territoire densément peuplé, créée par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco). Depuis des décennies le Mexique réaffirme que l'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes.
- Il encourage le renforcement et la pleine mise en œuvre des zones exemptes d'armes nucléaires ainsi que la coordination entre celles-ci. En 2005, il a proposé et organisé la première Conférence des États parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires. Le Mexique estime que ces zones ne sont pas une fin en soi, mais plutôt un pas en avant vers l'élimination totale des armes nucléaires. Dans ce sens, et comme l'histoire l'a montré, elles contribuent à la paix et à la sécurité internationales ainsi qu'à la stabilité dans les régions dans lesquelles elles ont été mises en place.
- En ce qui concerne l'engagement 6, le Mexique a été l'un des principaux promoteurs de l'« initiative humanitaire », qui vise à replacer la question des



conséquences humanitaires catastrophiques de ces armes au centre du débat sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires. En février 2014, il a organisé la deuxième Conférence internationale sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires à Nayarit (Mexique) dont le document final est considéré comme le point de basculement vers l'interdiction des armes nucléaires en raison de leurs conséquences humanitaires. Le Mexique est l'un des membres du groupe dit restreint qui a lancé les négociations concernant le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et a été le quatrième État à le ratifier.

- Pour ce qui est des engagements 8 et 9, le Mexique n'a cessé de rappeler le rôle fondamental que joue l'Organisation des Nations Unies dans les processus de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements et le multilatéralisme en tant que principe de base des négociations en la matière.
- En outre, il faut souligner que des experts mexicains ont participé au groupe préparatoire d'experts de haut niveau créé par la résolution 71/259 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée « Traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires » ainsi qu'au Groupe d'experts gouvernementaux créé par la résolution 71/67 de l'Assemblée générale, intitulée « Vérification du désarmement nucléaire ». Par ailleurs, une experte mexicaine fait partie des nouveaux membres du Groupe d'experts gouvernementaux récemment créé conformément à la résolution 75/40 de l'Assemblée générale.
- En ce qui concerne l'engagement 9, le Mexique participe activement à la Conférence sur le désarmement, en raison de l'importance qu'il accorde au désarmement, au multilatéralisme et à la nécessité de trouver des accords pour édifier un monde en paix et dans lequel la sécurité de tous est au centre des priorités. C'est pourquoi il dénonce ouvertement la paralysie qui touche le mécanisme de désarmement des Nations Unies et déplore que ni la Commission du désarmement ni la Conférence sur le désarmement n'entreprennent les activités nécessaires pour s'acquitter du mandat énoncé dans le Document final issu de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée, en date du 30 juin 1978.
- Il est indispensable de se pencher sur certains anachronismes de la Conférence du désarmement et sur la nécessité de rouvrir un débat approfondi sur sa conceptualisation, sa composition, ses méthodes de travail, la participation de la société civile et la place qu'elle occupe au sein du dispositif de désarmement. Une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement pourrait fournir un cadre idéal pour mener à bien ce débat, comme l'a souligné le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans son programme intitulé « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement ».
- Conformément à l'engagement 18, le Gouvernement mexicain verse des contributions annuelles à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, un organisme indépendant et impartial qui mènent des études et des recherches approfondies dans le domaine du désarmement.
- En ce qui concerne l'engagement 19, depuis 2014, le Gouvernement mexicain organise chaque année l'Université d'été sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires à l'intention de diplomates de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, en coordination avec le James Martin Centre for Non-Proliferation Studies du Middlebury Institute of International Studies de Monterey et l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle a pour objet de contribuer au renforcement des capacités au niveau national en Amérique latine et dans les Caraïbes, grâce à la



formation de nouveaux cadres spécialisés dans le désarmement nucléaire dans la région et figure au nombre des mesures prises par le Gouvernement mexicain pour promouvoir l'éducation au désarmement et à la paix.

- Le Mexique soutient les activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui est chargée de l'application du régime des garanties prévu par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En tant que membre du Conseil des gouverneurs de l'Agence, le Mexique a insisté sur l'importance de préserver le Plan d'action intégré conjoint, qui pose les bases de l'accord permettant à l'Iran d'user légalement de son droit à des technologies nucléaires à des fins pacifiques et, dans le même temps, de disposer d'un mécanisme permettant de vérifier le respect par ce pays de ses obligations en matière de non-prolifération nucléaire.
- Le Mexique s'efforce activement de promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalité du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. En conséquence, il a participé aux réunions de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et, comme déjà indiqué, il a présenté à l'Assemblée générale la résolution 75/87 intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » conjointement avec la Nouvelle Zélande et l'Australie.
- Le Mexique réaffirme que tous les États doivent s'abstenir de procéder à des essais nucléaires, à d'autres explosions nucléaires ou à tout autre essai non explosif pertinent, y compris les essais sous-critiques et les expériences menées par des superordinateurs pour améliorer les armes nucléaires, car cela contrevient à l'esprit du Traité et nous éloigne de l'objectif commun d'un monde exempt d'armes nucléaires.
- Le Mexique considère que le Groupe des fournisseurs nucléaires contribue, dans le cadre de ses fonctions opérationnelles, à garantir la non-prolifération des armes nucléaires grâce à ses directives sur les exportations nucléaires et les exportations en lien avec des technologies nucléaires. Celles-ci sont cohérentes avec les divers instruments internationaux juridiquement contraignants qu'elles complètent dans le domaine de la non-prolifération nucléaire, y compris le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les traités régionaux qui portent création de zones exemptes d'armes nucléaires.
- Le Mexique se félicite de l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le 22 janvier 2021. Il est convaincu que ce Traité contribue à compléter et à renforcer le régime de non-prolifération et de désarmement nucléaire actuel, dont la pierre angulaire est le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et donne un nouvel élan aux efforts déployés conjointement pour édifier un monde sans armes nucléaires, dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

## Venezuela (République bolivarienne du)

[Original : espagnol]  
[11 mai 2021]

En application du paragraphe 3 de la résolution 73/57 intitulée « Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires » dans laquelle l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de s'enquérir auprès des États Membres des efforts qu'ils ont consentis et des mesures qu'ils ont prises en vue de l'application de la Déclaration, le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela déclare ce qui suit :

- Le 19 février 2021, le Venezuela a approuvé la déclaration sur l'acquisition, la possession ou le contrôle d'armes nucléaires ou de dispositifs explosifs nucléaires et les programmes d'armes nucléaires sur le territoire de la République, conformément à ses obligations découlant de l'article 2 du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, compte-tenu que celui-ci entrerait en vigueur le 22 février 2021.
- L'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, dont l'instrument de ratification a été signé le 27 mars 2018 par le Gouvernement vénézuélien, marque un pas important vers la réalisation de l'objectif d'élimination des armes nucléaires en réaffirmant également l'esprit et la finalité de la « Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires ». Elle représente la plus grande avancée de ces dernières décennies dans ce domaine sur le plan juridique au niveau international, ce qui a des conséquences directes sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales.
- Toutefois, cet objectif universel ne pourra être atteint que si tous les États membres de la communauté internationale, essentiellement ceux dotés d'armes nucléaires, s'engagent à adopter des mesures efficaces aux fins d'un désarmement nucléaire général complet, non discriminatoire et sans politique de « deux poids deux mesures ». Malheureusement, ces États se livrent à une course à la modernisation, au perfectionnement, à la mise au point, à la production et au stockage de têtes nucléaires et de leurs vecteurs, en contradiction avec les engagements pris au titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.
- Il est impératif de progresser dans la formulation d'un instrument international juridiquement contraignant qui permette d'éviter que l'espace ne devienne un nouveau terrain de guerre et de course aux armements nucléaires, ce qui compromettrait irréversiblement l'objectif fixé dans la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires.
- L'objectif global pour l'humanité, tel qu'il est énoncé dans cette Déclaration, est gravement compromis par les intérêts de ce petit groupe d'États dotés d'armes nucléaires, qui fondent précisément leurs doctrines stratégiques et politiques de sécurité sur ces armes dont la destruction et l'élimination sont réaffirmées dans ladite Déclaration.
- La dixième Conférence des États Parties chargés d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, convoquée initialement en 2020, représente l'occasion de réaliser des progrès importants au niveau des trois piliers du Traité, notamment en ce qui concerne le respect des engagements pris à l'article VI, ainsi que dans son préambule, afin que les États dotés d'armes nucléaires entament de bonne foi des négociations en vue de réduire et d'éliminer ces arsenaux. Dans ce contexte, le Venezuela renouvelle son soutien à l'engagement envers le désarmement nucléaire sous tous ses aspects, avec un contrôle international strict et efficace, comme le prévoit l'article VI du Traité.
- Il exhorte de nouveau les pays qui ne sont pas encore parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ainsi qu'aux autres instruments juridiques internationaux dans ce domaine, y compris le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à se lier juridiquement, en les adoptant et en les ratifiant, afin qu'ils entrent en vigueur dans les plus brefs délais, pour contribuer de manière objective à la réalisation des objectifs énoncés dans ladite Déclaration, afin d'édifier définitivement un monde exempt de ces armes.

Le Venezuela s'associe à l'appel lancé en faveur de la convocation, à titre prioritaire, d'une conférence internationale de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire afin d'examiner les progrès accomplis en la matière.

---